



Compte-rendu du second CTSD du 13 février 2012

Ce lundi a eu lieu le second CTSD carte scolaire 1^{er} degré convoqué suite au premier qui s'était tenu lundi dernier. Pour rappel, à l'issue de celui-ci, nous avons voté (les représentants du personnel) unanimement contre les mesures envisagées par le Directeur d'Académie, ce qui l'obligeait légalement à en fixer un nouveau.

Dès 8h30, différentes délégations de parents, élus et enseignants sont arrivées devant l'IA pour défendre la situation de leurs écoles concernées par les projets de fermeture ou oubliées pour les ouvertures ! Nous avons demandé à ce chacune d'entre elles soit reçue puis sommes allés siéger en CTSD.

Etaient présents les délégués du personnel du SNUIPP-FSU, du SE-UNSA, du SNUDI-FO et du SGEN-CFDT, le directeur d'Académie, l'IA adjoint, le secrétaire général et Mme Gastard (IEN) ainsi que des membres de la DIV1D.

En ce qui concerne la donnée essentielle, à savoir les 48 postes supprimés dans notre département, rien n'a changé, et nous le regrettons fortement.

Le directeur d'Académie a quand même reconsidéré quelques situations et a fait quelques ajustements, en « piochant » dans la « réserve » des postes de remplaçants (environ 150 postes).

Par ce système de vases communicants (en l'occurrence de siphonage !) ont été reconsidérées les situations suivantes, informations qui restent à confirmer officiellement par l'administration à l'issue du CDEN de demain :

Annulation de fermetures :

- Ecole de Kerenoc à Pleumeur Bodou
- RPI de Rospez-Caouënnec
- Ecole primaire de Meslin (dont les effectifs seront suivis attentivement à la rentrée, si les élèves attendus ne sont pas là, la fermeture pourrait exceptionnellement avoir lieu en septembre !)

Ouvertures entières au lieu des demi-ouvertures préalablement envisagées :

- Ecole Primaire de Prat
-
- Ecoles élémentaires de Ploufragan Louis Guilloux et Villes Moysan

Demi-ouverture : école primaire de Coëtmieux

Demi-fermetures au lieu des entières préalablement envisagées :

- Ecoles maternelles de St-Brieuc Dolto et Balzac. Le problème de la direction (perte des décharges) restant entier et revu à la rentrée ...

Six postes entiers de remplaçants disparaîtront donc, ce qui n'est évidemment pas la solution, ces postes en moins manqueront cruellement l'année prochaine. D'autant

que ce nombre de postes de remplaçants risque encore de diminuer dès septembre lorsque de nombreuses situations y seront revues, le seul vivier de postes disponible étant celui des remplaçants. Quelle tristesse d'ainsi déshabiller ce potentiel si important pour pallier à une destruction progressive mise en place par nos gouvernants, pour qui l'école et nos élèves ne représente qu'une variable d'ajustement.

Ces colmatages ne peuvent donc nous satisfaire même si, en utilisant ces moyens, le Directeur Académique prend réellement en compte quelques situations. Le problème principal reste bien les suppressions dogmatiques de postes qui année après année appauvrissent clairement notre Ecole Publique.

Le tribut payé cette année par notre service public d'éducation départemental est très lourd et si quelques écoles ont été épargnées, combien d'autres n'ont pas vu leur situations revues ? Et pourtant !

C'est bien pourquoi l'UNSA-Education réclame la restitution de ces 48 postes.

Nous ne pouvons que louer la solidarité dont ont fait preuve les délégations reçues ce matin à l'IA. Mme Gastard nous a rapporté précisément la teneur de leurs propos après avoir précisé que cet échange s'était passé dans la sérénité et le respect, ce qu'a confirmé M. Feillel, secrétaire général de l'IA, lui aussi présent :

La délégation qui représentait environ une quinzaine d'écoles, la FCPE, les PEP et les RASED a d'emblée émis le souhait de ne pas rentrer dans des concurrences entre les situations exposées et a eu un discours global sur l'ensemble de notre département :

- Le refus des 48 fermetures est partagé par tous et un moratoire est souhaité sur l'ensemble des situations.
- On est en train de sacrifier l'école publique
- Les raisons démographiques sont contestées

En fermant des classes, on scolarise moins les enfants de moins de 3 ans (la recherche reconnaît pourtant l'intérêt de cette scolarisation précoce)

Les fermetures entraînent une multiplication des cours multiples

Les gens du voyage ne sont pas pris en compte

Il y a de plus en plus de difficultés à mettre en application la loi 2005, on retrouve parfois plusieurs AVS par classe

Les situations sociales ne sont pas prises en compte

On demande aux adultes d'être adultes alors que l'école manque de souplesse

Les élus déplorent le manque de prise en compte des investissements, les impacts des fermetures sur les ATSEM, la fuite vers le privé

La suppression des RASED est dénoncée

Piocher sur les postes de remplaçants est très risqué

Suppression des 2 postes PEP met par ailleurs en péril des emplois

FORTS d'une solidarité qui doit durer, l'action se prolongera au-delà des instances, le combat continuera !

Malgré notre demande de report (changement de préfet), le CDEN aura lieu demain, sans sa présence, il faut faire au plus vite, telle est la volonté de notre Président ...